

PREFET DU FINISTERE

## Préfecture

Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial  
Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

**ARRETE n° 34-2019EI du 4 juillet 2019**  
**portant renouvellement de l'agrément n° PR 29 00001 D en tant que centre VHU**  
**dans le cadre de l'établissement exploité par la société HYPER AUTO**  
**dans la zone industrielle de Lavallot à GUIPAVAS**

**Le Préfet du Finistère,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de l'environnement, notamment les articles R.543-153 à R.543-171 ;
- VU l'annexe à l'article R.511-9 du code de l'environnement constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;
- VU l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 84-90-A du 9 avril 1990 autorisant la société HYPER CASSE, devenue la société HYPER AUTO (siège social situé angle boulevard de l'Europe - 175 rue de Gouesnou - 29200 - BREST), à exploiter dans la zone industrielle de Lavallot dans la commune de GUIPAVAS (parcelles 417/G et 1808/G, 180/BD et 181/BD) un établissement d'une superficie de 42 418 m<sup>2</sup> spécialisé dans la récupération et le stockage de véhicules hors d'usage et assujetti à l'ancienne rubrique n° 286 de la nomenclature ;
- VU le récépissé de déclaration de changement de dénomination sociale délivré le 9 mai 2006 au nom de la société HYPER AUTO ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20-13AI du 26 juin 2013 valant bénéfice des droits acquis, portant renouvellement de l'agrément n° PR 29 00001 D en tant que centre VHU jusqu'au 30 juin 2019 et fixant de nouvelles prescriptions à la société HYPER AUTO dans le cadre de son établissement de GUIPAVAS ;

- VU la circulaire du 27 août 2012 relative aux modalités d'application de l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;
- VU la demande de renouvellement d'agrément pour 6 ans présentée par la société HYPER AUTO le 26 décembre 2018 et complétée le 14 juin 2019 ;
- VU le rapport *FONDASOL ANB.14-0027 Installation d'un piézomètre - investigations géotechniques seules* du 19 février 2014 ;
- VU le rapport de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, du 17 juin 2019 ;
- VU la lettre préfectorale du 21 juin 2019, notifiée le 24 juin 2019, transmettant à la société HYPER AUTO une copie du rapport susvisé et l'invitant à formuler ses observations sur les propositions de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées ;
- VU le courriel de la société HYPER AUTO du 26 juin 2019 par lequel elle précise n'avoir aucune observation à formuler sur le projet d'arrêté joint au rapport de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées susvisé ;

**CONSIDERANT** que la demande de la société HYPER AUTO du 26 décembre 2018, complétée le 14 juin 2019, en vue du renouvellement de son agrément en tant que centre VHU pendant une période de 6 ans comprend l'ensemble des pièces et renseignements définis par l'application des dispositions de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 ;

**CONSIDERANT** l'abandon du puits d'infiltration en 2014 et la dépollution des terres avoisinantes par l'extraction de celles-ci et l'envoi en centre agréé puis remblaiement de la fouille ;

**CONSIDERANT** que les analyses d'eau effectuées au niveau du bassin de rétention sont conformes et que ces eaux proviennent des eaux de ruissellement et des eaux infiltrées (récupérées par un système de drainage) ;

**CONSIDERANT** que les non-conformités relevées dans le dernier rapport de vérification de l'établissement délivré le 14 juin 2018 en application de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 par l'organisme SGS ont été traitées ;

**CONSIDERANT** que, le calcul du montant des garanties financières étant inférieur à 100 000 €, l'exploitant n'a pas l'obligation de constituer de telles garanties ;

**CONSIDERANT** dès lors que le renouvellement de l'agrément peut être accordé ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Les prescriptions des articles 3.1 et 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20-13AI du 26 juin 2013, pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, autorisant la société HYPER AUTO à exploiter à GUIPAVAS, dans la zone industrielle de Lavallot, un établissement spécialisé dans le stockage, la dépollution, le démontage et la démolition de Véhicules Hors d'Usage (VHU) et valant agrément de la société HYPER AUTO, sont remplacées par les prescriptions suivantes :

### **« Article 3.1 Définition et durée »**

Le présent arrêté porte renouvellement de l'agrément délivré par l'arrêté préfectoral n° 20-13AI du 26 juin 2013 sous le n° PR 29 00001 D. Il vaut pour l'établissement concerné exploité par la société HYPER AUTO, en tant que centre VHU, à raison d'une capacité de 3 200 VHU/an.

Ce renouvellement est accordé pour une durée de 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019, soit jusqu'au 30 juin 2025.

Il appartient à la société HYPER AUTO d'afficher de façon visible à l'entrée de son établissement le numéro de son agrément et sa date de fin de validité.

Si la société HYPER AUTO souhaite obtenir le renouvellement de cet agrément, elle adresse au préfet du Finistère, au moins six mois avant la date de fin de validité, une demande selon les termes de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants de centres de VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de VHU.

### **Article 3.2 Prescriptions réglementaires associées à l'agrément**

Sans préjudice des prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 84-90-A du 9 avril 1990 (modifiées selon l'article 4 du présent arrêté) qui demeurent applicables à l'établissement concerné, l'installation doit satisfaire aux prescriptions des arrêtés ministériels suivants :

- arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage (et son cahier des charges joint en annexe du présent arrêté),
- arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »

## **ARTICLE 2**

Les prescriptions des articles 4, 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté préfectoral n° 20-13AI du 26 juin 2013, pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, autorisant la société HYPER AUTO à exploiter à GUIPAVAS, ZI de Lavallot, un établissement spécialisé dans le stockage, la dépollution, le démontage et la démolition de Véhicules Hors d'Usage (VHU) et valant agrément de la société HYPER AUTO, sont remplacées par les prescriptions suivantes :

### **« ARTICLE 4 - AUTRES PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES »**

#### **Article 4.1 - Pneumatiques**

Les pneumatiques usagés sont stockés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. La quantité entreposée est limitée à 30 m<sup>3</sup> sans dépasser la hauteur de 3 mètres et leur dépôt est à plus de 10 mètres de tout autre bâtiment et à plus de 6 mètres des autres installations.

#### **Article 4.2 - Confinement en cas de pollution**

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et des écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin de les récupérer et/ou traiter et de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

A cet effet, l'établissement est organisé et équipé de telle sorte à pouvoir collecter et confiner ces effluents de façon gravitaire pour une capacité minimale de 715 m<sup>3</sup>. L'ouvrage correspondant est confondu avec le bassin tampon de régulation hydraulique représentant, au total, une capacité utile minimale de 1 745 m<sup>3</sup> (hors décantation).

Cet ouvrage est étanche aux effluents collectés et est clôturé spécifiquement. Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation et le volume minimal disponible de confinement et de régulation hydraulique doit être garanti à tout moment. Il est équipé d'un déversoir d'orage ainsi que de dispositifs permettant d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées, lors d'un accident ou d'un incendie, par rapport au milieu naturel. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances et font l'objet de tests réguliers, consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 4.3 - Rejets d'eaux**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- a - les eaux usées *domestiques* (lavabos, sanitaires, etc.) : ces effluents sont collectés distinctement dans l'établissement et traités par un ou des ouvrages d'assainissement autonomes aménagés et exploités conformément à la réglementation en vigueur ;
- b - les eaux pluviales et de ruissellements de toitures non polluées, ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine ;
- c - les eaux pluviales et de ruissellements susceptibles d'être polluées, à partir des aires d'entreposage et/ou de stockage, des voies de circulation, des aires de stationnement, de chargement et ou de déchargement et des autres surfaces imperméables s'agissant en particulier des emplacements liés aux véhicules hors d'usage non dépollués ;
- d - les eaux pluviales et de ruissellements, à partir des emplacements – imperméables ou non imperméables – liés aux véhicules hors d'usage dépollués (aires d'entreposage et/ou de stockage, voies de circulation associées) ;
- e - les eaux polluées à la suite d'un accident et/ou d'un incendie y compris les eaux d'extinction (tous emplacements de l'établissement).

Les effluents "c" sont collectés par un réseau spécifique et traités par un ou plusieurs dispositifs de traitements adéquats (débouage-déshuilage avec obturation automatique et alarme) permettant de retenir les polluants en présence. Les rejets de ces traitements reçoivent les effluents "b" et "d" préalablement aux étapes communes ci-après :

- régulation hydraulique au travers du bassin tampon étanche (cf. 4.2 du présent arrêté),
- décantation au sein de ce bassin tampon étanche par une capacité complémentaire dédiée d'un volume minimal de 300 m<sup>3</sup>,
- traitements complémentaires adéquats (débouage-déshuilage avec obturation automatique et alarme) avant rejet des effluents au milieu naturel.

Les effluents "e" sont récupérés et confinés dans le périmètre de l'établissement.

Les effluents de l'établissement, à l'exception des eaux usées "domestiques", sont rejetés dans le milieu naturel en un seul point dont les coordonnées (Lambert II étendu) sont les suivantes :

- X = 99 405 ;
- Y = 2 401 950.

Ce point de rejet est localisé en limite Sud de l'emprise de l'établissement, au droit du chemin de Kerivarc'h, sur le bassin versant du ruisseau du Costour.

Les valeurs limites de rejets sont celles de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012.

Le rejet direct ou indirect d'effluents vers les eaux souterraines est interdit.

### **ARTICLE 5 - Garanties financières**

L'exploitant est en mesure de justifier en permanence que le montant total des garanties est inférieur au seuil libératoire de 100 000 euros TTC, au-dessous duquel il n'est pas tenu de constituer la garantie financière. »

### ARTICLE 3 - Voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr> :

1° par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'Etat dans le Finistère.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

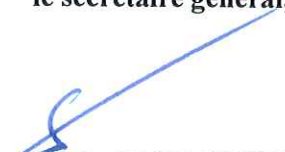
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### ARTICLE 3 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le maire de GUIPAVAS et l'inspection de l'environnement spécialité installations classées pour la protection de l'environnement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société HYPER AUTO.

QUIMPER, le - 4 JUIL. 2019

Pour le préfet,  
le secrétaire général,



Alain CASTANIER

#### DESTINATAIRES :

- M. le sous-préfet de BREST
- M. le maire de GUIPAVAS
- M. l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées - DREAL, UD29
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement - SPPR/DRC
- M. le directeur de la société HYPER AUTO

## ANNEXE : CAHIER DES CHARGES - ARRETE DU 2 MAI 2012

Conformément à l'article R. 543-164 du code de l'environnement :

1° Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :

- les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;
- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;
- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;
- les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.

2° Les éléments suivants sont extraits du véhicule :

- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;
- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;
- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013.

3° L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du code de la consommation.

La vente aux particuliers de composants à déclenchement pyrotechnique est interdite.

Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides.

Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1° du présent article.

4° L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :

- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.

5° L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement.

Cette déclaration comprend :

- a) Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ;
- b) Le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge ;
- c) L'âge moyen des véhicules pris en charge ;
- d) La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle ;
- e) Le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage préalablement traités remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, à des broyeurs agréés, et répartis par broyeur agréé destinataire ;
- f) Le tonnage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers ;
- g) Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints ;
- h) Les nom et coordonnées de l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges ;
- i) Le cas échéant, le nom du ou des réseau(x) de producteur(s) de véhicules dans lequel s'inscrit le centre VHU.

Lorsqu'un transfert de véhicule(s) hors d'usage est opéré entre deux centres VHU agréés, l'obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164 pèse sur l'exploitant du premier centre VHU agréé qui a pris en charge le véhicule. Dans ce cas, le deuxième centre VHU agréé a l'obligation de communiquer au premier centre VHU agréé les données nécessaires à ce dernier pour répondre à son obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164.

La communication de ces informations pour l'année n intervient au plus tard le 31 mars de l'année n + 1.

Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges avant le 31 août de l'année n + 1. A partir de 2013, l'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration.

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie délivre un récépissé de déclaration. La fourniture de ce récépissé est une des conditions nécessaires au maintien de l'agrément préfectoral.

6° L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore, ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.

7° L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R. 543-157-1 les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière.

8° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.

9° L'exploitant du centre VHU est tenu de constituer, le cas échéant, une garantie financière, dans les conditions prévues à l'article L. 516-1 du code de l'environnement.

10° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :

- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;
- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraissureurs ;
- les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ;

- les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;
- les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ;
- les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques ;
- les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;
- le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.

11° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés ;

12° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques : en particulier, il s'assure que les performances des broyeurs à qui il cède les véhicules hors d'usage qu'il a traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement.

13° L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.

14° L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.

15° L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.